

Analyse du paysage GLIDE 2024 –

Résumé



OUTRIGHT
INTERNATIONAL



Résumé

L'initiative Global LGBTQI+ Inclusive Democracy and Empowerment - un partenariat entre Outright International, Synergía Initiative for Human Rights et l'International Foundation for Electoral Systems (IFES) - a pour mission de soutenir et accroître la participation et le recours de la communauté LGBTQI+ aux espaces et aux dispositifs démocratiques moyennant l'apport d'une aide financière au renforcement de capacité et à la consolidation institutionnelle des organisations LGBTQI+ et de leurs dirigeants. Cette analyse présente un instantané de la situation des droits et de la participation LGBTQI+ civique et démocratique dans le monde, couvrant notamment les facteurs qui impactent la capacité et la disposition des personnes LGBTQI+ à s'engager dans les processus démocratiques et politiques. Cet aperçu est suivi d'une discussion des résultats de la recherche initiale - menée sous forme d'enquête en ligne et d'entretiens avec les informateurs clés - et se conclut par une analyse des besoins et déficits du mouvement LGBTQI+ mondial, ainsi que des possibilités à considérer pour l'avenir.

L'enquête a posé des questions relatives aux thèmes suivants : expériences électorales individuelles, vécu des personnes LGBTQI+ qui essaient de participer aux processus démocratiques dans leur pays, intérêt ressenti ou vécu concernant l'engagement civique et démocratique, - y compris toute candidature à une fonction élective -, sentiments de sécurité ressentis en tant que personne LGBTQI+ dans son pays et pensées concernant l'état de droit et la corruption et initiatives spécifiques perçues comme propices à une participation et un engagement LGBTQI+ accrus. L'enquête a également recueilli quelques informations démographiques de base concernant l'âge, le genre, l'identité de genre, l'orientation sexuelle et l'état de handicap. L'équipe GLIDE a par ailleurs mené des entretiens semi-structurés avec 45 universitaires, dirigeants religieux, dirigeants d'organisations internationales LGBTQI+ et de défense des droits humains, dirigeants d'organisations LGBTQI+ nationales et locales et personnes LGBTQI+.

Comme le documente clairement la littérature, ces dernières années, des préoccupations de recul de la démocratie et d'autoritarisme grandissant dominant l'espace de la démocratie et de la gouvernance. Cette tendance se juxtapose en quelque sorte aux progrès réalisés sur le plan des droits des LGBTQI+, considérant par exemple qu'une vingtaine de pays ont dépénalisé les pratiques homosexuelles ces 20 dernières années. Tandis que la communauté de la démocratie et de la gouvernance se concentre tout particulièrement sur les élections en 2024, le vécu des personnes de SOGIESC diverses, bien qu'inclus dans ces évaluations de la démocratie et d'élections libres et régulières, est beaucoup moins rigoureusement couvert.

En fait, un examen des rapports sur les questions ayant trait aux LGBTQI+ révèle que la montée de l'autoritarisme, le piétinement de l'état de droit, le rétrécissement de l'espace civique et la répression de la liberté d'expression, d'association et de réunion s'accompagnent de conséquences particulièrement négatives pour les personnes et les organisations LGBTQI+. Il existe une tendance générale des régimes autocratiques à réduire ou renverser les protections des LGBTQI+, à brandir une rhétorique anti-LGBTQI+ (un problème particulier en temps de campagne électorale), à endiguer la liberté médiatique et à réprimer les organisations de la société civile (OSC). Tandis qu'ils consolident leur pouvoir, en amoindrissant le pouvoir et/ou l'indépendance des branches législative et judiciaire tout en limitant les libertés fondamentales de tous les citoyens, nombre d'autocrates ont pour démarche de cibler la communauté LGBTQI+, au nom de la protection de l'identité nationale, des rôles de genre traditionnels, des enfants et des valeurs familiales.

Ces forces d'opposition érodent les normes universelles de longue date en matière de droits humains ; elles diluent les garanties fondamentales propices aux efforts de promotion des droits des minorités, y compris les personnes LGBTQI+. L'insuffisance de ressources et de capacité de nombreuses organisations LGBTQI+ locales et nationales appauvrissent l'aptitude du mouvement à repousser les atteintes à l'espace civique et à mener un plaidoyer efficace en faveur de la démocratie inclusive au niveau national, régional et international. Aussi, partout dans le monde, les personnes LGBTQI+ peinent à voir le lien entre l'engagement ou la participation démocratique et le changement positif au niveau de leur vie ou de celle de leurs communautés, surtout lorsque cet engagement s'accompagne d'un risque de préjudice non négligeable.

Si de nombreux pays ont amendé leurs cadres juridiques pour avancer les protections de la communauté LGBTQI+, il n'est plus à démontrer que l'approche ne suffit pas, à elle seule, à améliorer le vécu de ses membres. Comme l'ont souligné les participants aux entretiens, les personnes LGBTQI+ se heurtent à l'hostilité de leur famille, communauté, lieu de culte, école et lieu de travail. Certains dirigeants traditionnels et religieux profitent de leur rang pour enflammer un sentiment et une violence anti-LGBTQI+. Ces attitudes sont exploitées par les dirigeants élus et les candidats politiques dans trop d'endroits du monde.

Malgré ces défis, de nombreux individus, activistes et organisations LGBTQI+ restent déterminés à tirer parti des processus politiques, civiques et démocratiques pour entraîner les améliorations possibles dans leur pays et leur communauté. Comme l'illustrent les réponses à l'enquête et aux entretiens présentés dans ce rapport, les membres de la communauté LGBTQI+ s'engagent régulièrement dans les processus démocratiques : ils votent lors des élections, ils mènent campagne pour les candidats de leur choix, ils participent aux efforts de pression et aux protestations et ils s'emploient à sensibiliser les représentants élus et nommés aux besoins des communautés LGBTQI+ et à les encourager à soutenir et à promouvoir des lois et des politiques qui leur soient favorables.

Ces activités ne sont pas sans risque et, partout dans le monde, les personnes LGBTQI+ font état d'obstacles considérables lorsqu'il s'agit de leur engagement dans les processus politiques et démocratiques. On citera ici les difficultés d'obtention de pièces d'identité qui reflètent leur identité de genre, les profondes inquiétudes quant à leur sécurité en tant qu'électeurs, candidats ou représentants élus, le détournement des périodes électorales vers la rhétorique de la haine et de la vindicte contre la communauté LGBTQI+, sans compter le sentiment que, étant donné la corruption, l'inefficacité et l'absence de redevabilité des représentants élus, leur vote n'aura aucun effet sur la direction prise par leur pays. De plus, beaucoup de personnes LGBTQI+ ne se reconnaissent pas dans leurs dirigeants élus et découvrent souvent que les promesses électorales au soutien de la communauté s'évaporent aussitôt le candidat élu.

Le manque de sécurité, manque de justice et manque de confiance à l'égard des agents publics sont autant de griefs, aussi, de la communauté LGBTQI+. Deux tiers des répondants à l'enquête déclarent ne pas se sentir en sécurité en tant que personne LGBTQI+ dans leur pays et moins de 20 % feraient appel à la police ou se fieraient à la justice s'ils étaient victimes d'un crime. Dans de nombreux cas, les participants aux entretiens ont désigné la police comme source spécifique de danger et de harcèlement. De plus, le manque de protections spécifiques au bénéfice des personnes LGBTQI+, sous forme de lois antidiscriminatoires et contre les crimes haineux, est reconnu comme problématique par plus de la moitié des répondants à l'enquête. Les participants aux entretiens ont fait remarquer que, même si les tribunaux sont enclins à soutenir les droits des

LGBTQI+, ils doivent disposer de lois qui leur permettent de les appliquer et de les faire respecter. La corruption, dans la fonction publique, représente aussi un problème important aux yeux des répondants à l'enquête et des participants aux entretiens. Bien qu'il s'agisse là d'un problème généralement identifié comme commun à tous les citoyens, ses impacts sur les personnes LGBTQI+, la mesure dans laquelle les acteurs corrompus - en particulier la police - ciblent spécifiquement les personnes LGBTQI+, sont considérés comme particulièrement graves.

Les défis posés par les agents de l'État aux individus LGBTQI+ s'étendent aux organisations LGBTQI+, s'agissant notamment des restrictions spécifiques opposées à leur immatriculation et de la répression au sens plus large de la société civile, impactant la capacité d'agir ouvertement ou de s'engager sur des questions extérieures aux rubriques étroitement approuvées, comme la santé ou les services sociaux. Dans certains endroits, la pression a forcé les activistes à quitter le pays pour échapper à la violence ou à l'arrestation et les tentatives publiques de ralliement en faveur des droits humains, y compris dans le cadre des grandes manifestations LGBTQI+ telles que Pride et IDAHOBIT, sont la proie du vigilantisme. Les attaques, la violence et le harcèlement en ligne - y compris le doxing et le catfishing - sont des problèmes importants pour la communauté LGBTQI+. De plus, en ce qui concerne pour le moins les organisations LGBTQI+ représentées dans cette étude, les ressources financières sont insuffisantes au soutien des besoins de la communauté et de la subsistance des personnes qui œuvrent sans relâche pour maintenir les organisations à flot. Il en résulte que trop d'activistes LGBTQI+ travaillent à titre bénévole.

Le mouvement LGBTQI+ n'en reste pas moins dynamique, résilient et déterminé à se battre pour les droits de la communauté. Ce rapport décrit diverses approches créatives par lesquelles les participants aux entretiens engagent les candidats politiques et les représentants élus, offrent une formation de sensibilisation à la police et au personnel des organismes de gestion des élections, soutiennent les efforts d'éducation civique et de l'électorat afin d'accroître la sensibilisation politique de la communauté, font campagne pour leurs candidats politiques ou se présentent eux-mêmes aux élections. Ces activités impliquent des partenariats et alliances avec des représentants gouvernementaux, des partis politiques, des dirigeants religieux et des défenseurs des droits humains et de la démocratie au sens plus large.

Ce rapport présente aussi différents besoins et créneaux de renforcement de l'effort des activistes LGBTQI+ dans le monde sur les questions de la démocratie et de la gouvernance et il identifie les besoins de recherche et de collaboration à venir pour alimenter le progrès. Parmi les initiatives clés susceptibles d'encourager la participation politique des personnes LGBTQI+, on citera un rapprochement spécifique de la part des partis politiques et l'incorporation des priorités LGBTQI+ à leur plateforme, une information et une formation accrues des personnes LGBTQI+ sur la manière de s'impliquer et l'accroissement du soutien financier et de renforcement de capacité des organisations et des activistes LGBTQI+.

Les participants aux entretiens ont également identifié les points qui bénéficieraient d'un effort, de ressources et d'une attention supplémentaires. Par exemple, l'accroissement des efforts de reconnaissance légale du genre et le renforcement du soutien aux communautés lesbiennes, trans et intersexes, y compris le développement de compétences de campagne pour les candidats politiques en herbe. À noter aussi les besoins de formation et d'information sur la collaboration avec les candidats politiques, sur la sensibilisation des législateurs et des représentants gouvernementaux et les efforts d'établissement de collaborations et d'élaboration de messages aptes à accroître le soutien et l'alliance aux LGBTQI+, spécifiquement axés sur les dirigeants traditionnels et religieux. Les dirigeants d'organisation LGBTQI+ demandent une assistance spécifique à la collecte de fonds, un soutien psychosocial, une formation à la sécurité et un soutien spécifique à leur protection dans les engagements en ligne.

Principaux points à retenir et recommandations :

- **La sécurité est fondamentale mais elle fait largement défaut.** Le climat de violence et d'intimidation – et, pour beaucoup trop, l'absence totale d'accès à la justice – façonnent la décision des personnes LGBTQI+ à participer à la vie politique et publique et à exercer pleinement leurs droits humains.
- **La prévalence de la corruption et d'inefficacité gouvernementale alimente un sentiment d'apathie** chez les personnes LGBTQI+ et des efforts de sensibilisation et d'éducation accrus sont nécessaires pour que la communauté comprenne en quoi ses voix peuvent faire une différence dans les processus civiques et démocratiques.
- **La communauté LGBTQI+ est dynamique, résiliente, souple et en manque de ressources.** Les activistes et les organisations de défense des droits des LGBTQI+ se sont montrés exceptionnellement habiles et aptes à s'adapter dans les cas d'urgence, d'espace fermé ou en voie de fermeture, et à s'entraider lorsque les ressources formelles sont trop lentes ou indisponibles. D'importants enseignements doivent être tirés sur la façon d'exploiter et de mieux soutenir ces structures innovantes et informelles de sorte qu'une assistance flexible reste disponible et que la communauté dispose des ressources et de l'infrastructure requises pour planifier et exécuter des stratégies transversales d'engagement civique et démocratique holistique à plus long terme. Un soutien supplémentaire doit aussi être accordé à la formation de coalition, selon une approche intersectionnelle axée sur la solidarité, où la pleine diversité des communautés LGBTQI+ soit mise à profit, au service de l'élaboration et de l'exécution de stratégies propices à l'avancement des intérêts communs.
- **Les mouvements anti-droits et anti-genre font de plus en plus usage du langage et des espaces des défenseurs des droits humains, compliquant les efforts d'élaboration de contre-propos convaincants.** Le soutien de solides institutions électorales et démocratiques ne peut se soustraire aux protections des droits des minorités. Trop souvent, les personnes les plus impactées par ces propos ont été exclues de la conversation. Autre défi encore, la restriction en trop d'endroits des organisations LGBTQI+ au secteur de la santé a limité la capacité des acteurs du plaidoyer à tirer parti du langage et des dispositifs propres aux droits humains et d'établir la connexion et la collaboration avec le mouvement plus large pour les droits humains, la démocratie et la gouvernance.
- **Le messageur compte.** Il est essentiel d'investir dans les activistes, leaders et alliés locaux et indigènes si l'on veut élaborer et délivrer des messages qui atteignent et interpellent l'audience visée. Il faut aussi, à ce titre, rechercher où et comment les messages anti-LGBTQI+ sont apparus et comment et pourquoi ils se sont répandus. Pourquoi ces messages réussissent-ils à dominer certaines campagnes et pays et pas d'autres ? Comment la communauté peut-elle réduire la prééminence des messages anti-LGBTQI+, y compris en collaboration avec les médias traditionnels et sociaux ?
- **L'absence de reconnaissance légale de genre oppose un obstacle gigantesque à la participation des personnes trans, intersexes et non binaires.** À défaut d'identification qui représente précisément chaque personne, celles trans, intersexes et non binaires resteront plus intensément vulnérables à la discrimination et à la violence dans de nombreux aspects de leur vie, concernant notamment leur capacité de s'inscrire sur les listes électorales, d'obtenir un emploi, de demander des avantages sociaux et autres services essentiels et de participer au titre de candidats et de dirigeants politiques.

- **Les déficits de données persistent et limitent la capacité du mouvement à accroître la participation démocratique et civique.** En dépit d'efforts de recherche accrus sur la question ces dernières années, l'information reste déficitaire, concernant notamment les données élémentaires d'électeurs, de candidats et de représentants élus LGBTQI+. Sans cette information, il sera difficile de déterminer où investir des ressources limitées au soutien d'ouvertures potentielles. Le manque de données persiste aussi sur le plan du financement en soi - où va-t-il, à quels groupes, est-il efficace et comment les partenaires peuvent-ils se trouver les uns les autres et mieux coordonner leurs programmes et leurs activités ?

Enfin, outre la résolution des déficits de données mentionnés plus haut, une recherche supplémentaire est requise pour déterminer le meilleur moyen de procéder et de produire un changement effectif au sein des systèmes politiques aux différentes phases du spectre démocratique. Une analyse d'économie politique pourrait notamment être utile, axée spécifiquement sur les besoins et le vécu des personnes LGBTQI+ et qui cherche à cerner comment la dynamique existante du pouvoir pourrait être transformée pour accroître l'accès au leadership des personnes LGBTQI+. L'approche pourrait aussi prévoir un cadre d'analyse qui permettrait de déterminer comment entraîner le changement politique et où le changement est le plus susceptible de se produire, tenant compte des meilleures pratiques d'engagement du niveau gouvernemental local à l'analyse des systèmes nationaux de la législation sur les finances politiques, des procédures de nomination des candidats et des réglementations relatives aux partis politiques les plus propices à une participation et à un leadership LGBTQI+ accrus.

